

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 31/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Garage DURAND Pablito VHU illégal

le grand Ormeau
17250 La Vallée

Références : 0100308054/2026/215
Code AIOT : 0100308054

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement Garage DURAND Pablito implanté le grand Ormeau 17250 La Vallée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a eu lieu dans le cadre d'une opération décidée en CODAF (comité opérationnel départemental anti-fraude), en coordination avec les services de la gendarmerie nationale, de l'URSSAF et la CCRF (concurrence, consommation et répression des fraudes).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Garage DURAND Pablito VHU illégal
- le grand Ormeau 17250 La Vallée
- Code AIOT : 0100308054
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur DURAND Pablito exploite une installation d'entreposage et démontage de véhicules hors d'usage soumise à enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette exploitation s'effectue sans aucune autorisation administrative.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	Arrêté de suspension des activités, Arrêté de mise en demeure	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plus de 170 VHU et autres déchets sont présents sur le site sur des surfaces non imperméabilisées. L'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure ainsi qu'un arrêté portant suspension de l'activité à l'encontre de Monsieur DURAND.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Activités classées pour la protection de l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ou de différents moyens de transports hors d'usage nécessite une autorisation préfectorale simplifiée (enregistrement) au titre de la rubrique 2712 dès lors que la surface de l'installation est supérieure ou égale à 100 m².</p>
<p>Constats :</p> <p>Monsieur DURAND Pablito indique à l'inspection qu'il réalise des activités de garage, réparation de véhicules et revente de pièces détachées. Il précise qu'il n'exerce aucune activité de casse automobiles.</p> <p>Il ne possède aucun registre permettant l'enregistrement des véhicules entrant ou sortant du site.</p> <p>Monsieur DURAND indique que ses carcasses de VHU sont évacuées chez un ferrailleur à Saint Laurent de la Prée, dénommé Greg. Il n'est pas en mesure d'indiquer son nom complet ni celui de son entreprise.</p>

L'inspection constate la présence de 171 véhicules sur le site dont une très grande majorité peuvent être considérés comme VHU (véhicules hors d'usage), ainsi que des pièces détachées (éléments de carrosserie, moteurs, échappements, filtres à huile, roues, pneus, batteries (plus de 50 unités)), bidons contenant des produits indéterminés, nombreux appareils électroménagers (lave-linges, cuisinières, ...) des déchets métalliques, du bois, des bouteilles de gaz, une ancienne chaudière, des cuves domestiques de fioul, sur la parcelle n°0079 de la section ZV, sur la commune de LA VALLEE.

Certains VHU sont empilés sur au moins 3 niveaux en fond de parcelle sans toutefois pouvoir en définir le nombre exact (au moins une quarantaine) puisque la plupart sont envahis par la végétation.

La surface utilisée est estimée à environ 5 000 m², dont environ 220 m² de bâtiment.

Trois véhicules sont en cours de démontage dans le bâtiment principal, disposant d'une dalle béton, et un quatrième véhicule est également en cours de démontage à l'extérieur du bâtiment, sans précaution particulière pour récupérer les écoulements potentiellement polluants.

La plupart des déchets sont entreposés à même le sol, en l'absence d'imperméabilisation ou de rétention pour contenir les éventuelles pollutions dues aux écoulements de fluides issus des VHU.

L'inspection demande à Monsieur DURAND où sont entreposés les fluides extraits des VHU (huile, carburant, etc) puisque peu de contenants sont présents sur place au regard du nombre de véhicules hors d'usage. Monsieur DURAND indique que des personnes viennent les récupérer pour pouvoir allumer des feux extérieurs servant à éliminer des déchets végétaux ou autres. Sinon, ils sont déposés à la déchèterie de Trizay.

Sur le site, l'inspection constate la présence d'une zone de brûlage contenant essentiellement des restes de déchets verts mais aussi quelques autres déchets (plastique, métal, cartons, aérosols...).

Compte-tenu de la surface concernée par la présence de VHU (environ 5 000 m²) et l'activité d'entreposage et de démontage constatée sur le site, les activités devraient être classées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les activités exercées sur le site sont également concernées par la rubrique 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719) puisque la surface concernée par les déchets métalliques est supérieure à 100 m².

Voir planche photographique en annexe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit régulariser sa situation administrative ou évacuer l'ensemble des VHU et

autres déchets divers présents sur la parcelle n°0079 de la section ZV dans un délai de 6 mois maximum et transmettre à l'inspection les justificatifs de cette élimination.

=> L'exploitant ne doit plus réceptionner de nouveaux véhicules hors d'usage sur son site dans l'attente de sa régularisation ou de la cessation définitive et de l'évacuation complète de l'ensemble des VHU et autres déchets présents sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Arrêté préfectoral de suspension des activités, Arrêté préfectoral de mise en demeure

Proposition de délais : 6 mois